

**PARLEMENT DE LA REGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

SESSION ORDINAIRE 2007-2008

18 MARS 2008

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à mettre en œuvre
un mécanisme de préfinancement
au niveau régional des interventions
sollicitées auprès du Fonds des Calamités**

RAPPORT

fait au nom de la commission
de l'Environnement,
de la Conservation de la nature,
de la Politique de l'eau et de l'Energie

par M. André du BUS de WARNAFFE (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : M. Jacques De Coster, Mmes Magda De Galan, Amina Derbaki Sbaï, Olivia P'tito, Anne Swaelens, Françoise Bertieaux, Caroline Persoons, MM. Stéphane de Lobkowicz, André du Bus de Warnaffe, Yaron Pesztat, Mmes Valérie Seyns, Els Ampe, M. Jos Chabert.

Membres suppléants : M. Yves de Jonghe d'Ardoye d'Erp, Mmes Michèle Hasquin-Nahum, Viviane Teitelbaum, MM. Alain Daems, Frédéric Erens, Fouad Ahidar.

Autres membres : Mme Adelheid Byttebier, MM. Mohammadi Chahid, Olivier de Clippele, Mme Céline Delforge, M. Vincent De Wolf, Mme Brigitte De Pauw, M. Mustapha El Karouni, Mme Isabelle Emmery, MM. Didier Gosuin, Mohamed Lahlali, Emin Özkara, Mme Françoise Schepmans, M. Patrick Sessler.

Voir :

Document du Parlement :
A-197/1 – 2005/2006 : Proposition de résolution.

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

GEWONE ZITTING 2007-2008

18 MAART 2008

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**ter invoering van
een gewestelijke prefinancieringsregeling
van de aan het Rampenfonds
gevraagde vergoedingen**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor Leefmilieu, Natuurbehoud,
Waterbeleid
en Energie

door de heer André du BUS de WARNAFFE (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heer Jacques De Coster, mevr. Magda De Galan, mevr. Amina Derbaki Sbaï, mevr. Olivia P'tito, mevr. Anne Swaelens, mevr. Françoise Bertieaux, mevr. Caroline Persoons, de heren Stéphane de Lobkowicz, André du Bus de Warnaffe, Yaron Pesztat, mevr. Valérie Seyns, mevr. Els Ampe, de heer Jos Chabert.

Plaatsvervangers : de heer Yves de Jonghe d'Ardoye d'Erp, mevr. Michèle Hasquin-Nahum, mevr. Viviane Teitelbaum, de heren Alain Daems, Frédéric Erens, Fouad Ahidar.

Andere leden : mevr. Adelheid Byttebier, de heren Mohammadi Chahid, Olivier de Clippele, mevr. Céline Delforge, de heer Vincent De Wolf, mevr. Brigitte De Pauw, de heer Mustapha El Karouni, mevr. Isabelle Emmery, de heren Didier Gosuin, Mohamed Lahlali, Emin Özkara, mevr. Françoise Schepmans, de heer Patrick Sessler.

Zie :

Stuk van het Parlement :
A-197/1 – 2005/2006 : Voorstel van resolutie.

I. Exposé introductif de M. Didier Gosuin, auteur de la proposition de résolution

M. Didier Gosuin rappelle que, ces dernières années, divers quartiers de la Région bruxelloise ont subi de violents orages qui ont causé d'importants dégâts. Ces inondations ont été reconnues comme calamités. Cependant, plusieurs années séparent une telle reconnaissance par le Fonds des Calamités de l'indemnisation proprement dite. Dans l'interval, la remise en état des biens mobiliers ou immobiliers ainsi que l'achat de nouveaux appareils entraînent des frais non négligeables. Les familles à moyens et faibles revenus sont confrontées à de sérieux obstacles.

Le Gouvernement wallon a créé un organisme, la SOWALFIN, qui octroie des avances aux PME jusqu'à un certain plafond. Il serait intéressant pour la Région bruxelloise d'instaurer un mécanisme similaire, pour les entreprises et les particuliers.

La proposition de résolution demande dès lors au Gouvernement bruxellois de mettre en place un mécanisme de préfinancement des interventions du Fonds des Calamités en faveur des particuliers, des indépendants et des PME victimes de sinistres reconnus comme calamités. Moyennant une dotation de départ, le système serait en mesure de s'auto-alimenter dès que les remboursements interviendraient.

II. Discussion générale

La Ministre Evelyne Huytebroeck renvoie aux éléments de réponse qu'elle a fournis dans le cadre de la question orale posée par M. André du Bus de Warnaffe le 4 mars dernier en commission, concernant « le rôle de la Région dans le cadre de l'indemnisation des victimes des inondations de 2005 » ⁽¹⁾.

Il existe en Région wallonne un système de préfinancement avec un plafond dans les interventions, qui est uniquement réservé aux petites et moyennes entreprises. A Bruxelles également, certains préfinancements ont été mis en place, notamment dans la commune de Woluwe-Saint-Lambert.

La loi du 17 septembre 2005 modifiant la loi du 25 juin 1992 relative au contrat d'assurance terrestre et la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles prévoit une « privatisation » des calamités naturelles. Les assurances doivent désormais couvrir l'ensemble de la po-

I. Inleidende uiteenzetting van de heer Didier Gosuin, indiener van het voorstel van resolutie

De heer Didier Gosuin wijst erop dat verschillende wijken van het Brussels Gewest de jongste jaren werden geteisterd door bijzonder hevige onweders, die veel schade hebben aangericht. Die overstromingen zijn erkend als rampen. Er verstrijken evenwel verschillende jaren tussen de erkenning door het Rampenfonds en de eigenlijke schadeloosstelling. Ondertussen kosten het herstellen van de roerende of onroerende goederen en de aankoop van nieuwe toestellen veel geld. De gezinnen met een middelgroot of klein inkomen worden geconfronteerd met grote problemen.

De Waalse regering heeft een instelling opgericht, de SOWALFIN, die de KMO's voorschotten verstrekt tot een bepaald maximumbedrag. Voor het Brussels Gewest zou het interessant zijn om een soortgelijke instelling op te richten, voor de bedrijven én de particulieren.

Het voorstel van resolutie verzoekt de Brusselse regering bijgevolg om een prefinancieringsregeling voor de aan het Rampenfonds gevraagde schadevergoedingen in te voeren voor particulieren, zelfstandigen en KMO's die het slachtoffer zijn van als ramp erkende schadegevallen. Met een startdotatie zou de regeling zelfbedruipend kunnen zijn zodra de voorschotten terugbetaald worden.

II. Algemene bespreking

Minister Evelyne Huytebroeck verwijst naar het antwoord dat ze in commissie heeft gegeven op de mondelinge vraag van de heer André du Bus de Warnaffe van 4 maart 2008 over « de rol van het Gewest in het kader van de vergoeding van de slachtoffers van de overstromingen van 2005 » ⁽¹⁾.

In het Waals Gewest bestaat er een prefinancieringsregeling met maximumvoorschotten, die enkel voor de kleine en middelgrote ondernemingen bestemd is. Ook in Brussel zijn bepaalde prefinancieringsregelingen ingevoerd, onder meer in de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe.

De wet van 17 september 2005 tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst en de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen voorzien in een « privatisering » van de verzekering tegen natuurrampen. De verzekeringen moeten voortaan de

(1) Bulletin des interpellations et des questions orales n° 47 (2007-2008), p. 16.

(1) Bulletin van de interpellaties en de mondelinge vragen nr. 47 (2007-2008), p. 16.

pulation contre ces calamités, y compris les inondations et le débordement ou le refoulement d'égouts publics. La loi précitée prévoit un délai maximum de procédure et de versement des indemnités. Sur la base de ces nouvelles dispositions, il y a tout lieu de croire que les lenteurs passées dans le processus d'indemnisation ne devraient plus se reproduire. Dans ce nouveau contexte, la mise en place d'un mécanisme de préfinancement régional reviendrait à recréer une complexité administrative, ce qui n'est pas souhaitable.

M. Didier Gosuin rappelle que les développements de sa proposition font état des modifications apportées à la loi sur le contrat d'assurance terrestre. Ce contrat n'est cependant pas généralisé à l'ensemble de la population. Si un système d'assurance privatisé vient plus rapidement en aide aux sinistrés, la procédure sera allégée. Cependant, les assurances n'interviennent pas de la même manière et selon les mêmes critères que le Fonds des Calamités. Les capacités d'intervention de ce dernier sont plus larges et peuvent avoir une base forfaitaire, alors que les assurances réclament des factures précises, ce qui n'est pas toujours possible lorsque les travaux de remise en état ou le remplacement d'appareils sont effectués par les sinistrés eux-mêmes. De plus, certains biens ne sont pas indemnisables parce qu'ils ont été acquis au-delà d'un certain délai. Le Fonds des Calamités est plus généreux.

Pour certains petits propriétaires ou petits locataires, ainsi que pour les PME mal assurées ou en difficulté, un mécanisme de préfinancement serait juste et équitable.

La Ministre se dit sensible à cette question sociale. Le Gouvernement bruxellois n'a pas opté pour un préfinancement régional, mais rien n'empêche les communes de prendre des initiatives en ce sens. La commune de Forest, par exemple, a proposé une aide aux habitants pour remplir les formalités administratives en vue de l'indemnisation. Un travail de proximité, d'accompagnement individuel et de préfinancement peut être réalisé par les communes.

M. André du Bus de Warnaffe signale qu'il avait également élaboré un texte à ce sujet il y a trois ans. L'objectif était de faire appel au Fonds de refinancement des trésoreries communales pour rembourser les communes qui auraient accordé des avances aux ménages victimes d'une calamité. Ensuite, la loi fédérale a poussé les assurances à étendre leur couverture aux inondations. Cependant, Assuralia avait précisé que 6 % des ménages n'étaient pas couverts contre ce type de risque.

Le député renvoie à sa question orale développée en commission le 4 mars 2008. L'analyse des montants octroyés suite aux inondations de 2005 révèle que le Fonds des Calamités a pris en considération seulement 12 % des indemnités demandées par les sinistrés. Qu'en est-il depuis lors au niveau des assurances ? La Ministre semble disposer d'autres chiffres, selon lesquels les assurances couvrent

hele bevolking dekken tegen natuurrampen, met inbegrip van overstromingen en overlopen of opstuwen van openbare rioleringen. De voornoemde wet voorziet in een maximumtermijn voor de procedure en de uitkering van de schadevergoeding. Op grond van die nieuwe bepalingen, is er alle reden om te geloven dat de schadevergoeding niet meer zo lang als in het verleden op zich zal laten wachten. In die nieuwe context zou het invoeren van een gewestelijke prefinancieringsregeling opnieuw een omslachtige procedure in het leven roepen. Dat is niet wenselijk.

De heer Didier Gosuin wijst erop dat de toelichting van zijn voorstel verwijst naar de wijzigingen in de wet op de landverzekeringsovereenkomst. Die overeenkomst geldt evenwel niet voor de hele bevolking. Als de slachtoffers sneller geholpen worden met een geprivatiseerd verzekeringsstelsel, dan zal de procedure worden verlicht. De verzekeringen vergoeden evenwel niet op dezelfde wijze en volgens dezelfde criteria als het Rampenfonds, dat een grotere vergoedingscapaciteit heeft en met forfaitaire bedragen kan werken, terwijl de verzekeringsmaatschappijen nauwkeurige facturen eisen, wat niet altijd mogelijk is wanneer de slachtoffers zelf de herstellingswerken uitvoeren of de toestellen vervangen. Bovendien kunnen sommige goederen niet vergoed worden, omdat ze vóór een bepaald tijdstip werden aangekocht. Het Rampenfonds is vrijgevier.

Een prefinancieringsregeling zou rechtvaardig en billijk zijn voor bepaalde kleine eigenaars of huurders en voor KMO's die slecht verzekerd zijn of in de problemen zitten.

Die sociale kwestie ligt de minister na aan het hart. De Brusselse regering heeft niet gekozen voor een gewestelijke prefinanciering, maar niets staat de gemeenten in de weg om initiatieven in die zin te nemen. De gemeente Vorst heeft bijvoorbeeld hulp aan de inwoners aangeboden bij het vervullen van de administratieve formaliteiten om schadevergoeding te verkrijgen. De gemeenten kunnen aan buurtwerk, individuele begeleiding en prefinanciering doen.

De heer André du Bus de Warnaffe wijst erop dat hij in dat verband drie jaar geleden een tekst heeft opgesteld. Het was de bedoeling een beroep te doen op het Fonds voor de Herfinanciering van de Gemeentelijke Thesaurieën, dat de gemeenten die voorschotten hadden verstrekt aan door een ramp getroffen gezinnen, zou terugbetalen. Vervolgens heeft de federale wet de verzekeringsmaatschappijen ertoe verplicht ook overstromingen te dekken. Assuralia had er echter op gewezen dat 6 % van de gezinnen niet gedekt is tegen dat soort risico.

De volksvertegenwoordiger verwijst naar de mondelinge vraag die hij op 4 maart 2008 in commissie heeft gesteld. Uit een analyse van de bedragen die uitgekeerd werden na de overstromingen van 2005, blijkt dat het Rampenfonds slechts 12 % heeft uitgekeerd van de schadebedragen waar de slachtoffers om vroegen. Wat is dat percentage bij de verzekeringen ? De minister lijkt over andere cijfers te be-

beaucoup moins que le Fonds des Calamités. Le sort des 6 % de la population qui ne sont pas couverts par le contrat d'assurance terrestre dépend-il du pouvoir régional ou fédéral ?

Mme Anne Swaelens estime inopportun de demander à la Région bruxelloise, qui est sous-financée, de se substituer aux éventuelles carences du niveau fédéral (en l'occurrence, le SPF Intérieur).

Il convient en outre de rappeler que, depuis le 1^{er} mars 2006, toute nouvelle assurance incendie doit inclure une garantie contre les catastrophes naturelles qui couvre les inondations, les débordements ou refoulements d'égouts publics, les tremblements de terre et les glissements ou affaissements de terrain. Si, auparavant, seul le Fonds des Calamités indemnifiait partiellement les victimes de catastrophes naturelles, ces dernières ont désormais la certitude d'être entièrement indemnisées par leur assurance incendie.

En conclusion, pour le groupe PS, la Région bruxelloise ne doit ni se substituer au pouvoir fédéral, ni permettre aux compagnies d'assurance de se dédouaner de l'indemnisation des catastrophes, alors qu'elles sont légalement contraintes de couvrir leurs clients.

Mme Jacqueline Rousseaux souligne à cet égard que les égouts relèvent de la responsabilité régionale.

La Ministre répond que c'est avant tout une responsabilité communale.

Mme Jacqueline Rousseaux insiste sur le bien-fondé de la proposition de résolution de M. Gosuin. Les petits commerces ont tendance à disparaître en Région bruxelloise. S'ils subissent des inondations, ils se voient parfois contraints de mettre fin à leur activité car ils ne peuvent attendre une intervention des assurances. Le mécanisme du Fonds des Calamités peut être envisagé au niveau régional. Moyennant une mise de départ, le fonds bruxellois pourrait s'alimenter ultérieurement par le biais d'autres interventions. C'est une mesure utile que pourrait prendre la Région bruxelloise, plutôt que de reporter la responsabilité sur les communes, qui connaissent d'importantes disparités financières.

La Ministre répond que la plupart des petits commerces sont couverts par les assurances. Les 6 % non couverts visent des particuliers fragilisés. Or, les assurances interviennent plus rapidement que le Fonds des Calamités.

D'autre part, la Région doit définir ses priorités. Elle ne peut pas tout financer. Les égouts représenteront le plus grand chantier en Région bruxelloise dans les dix années à venir. Après une durée de vie de cent ans, 500 km d'égouts sur les 1.500 km existants devront être refaits. Or, il s'agit

schikken, die erop wijzen dat de verzekeringen veel minder dekken dan het Rampenfonds. Beslist de gewestelijke of de federale overheid over het lot van de 6 % de bevolking die niet gedekt is door de landverzekeringsovereenkomst ?

Mevrouw Anne Swaelens vindt het niet gepast om het Brussels Gewest, dat ondergefinancierd is, te vragen om de eventuele tekortkomingen van het federale niveau (in casu de FOD Binnenlandse Zaken) op te vangen.

Er zij bovendien aan herinnerd dat de nieuwe brandverzekeringscontracten sinds 1 maart 2006 een dekking tegen natuurrampen moeten bevatten die overstromingen, overlopen en opstuwen van openbare rioleringen, aardbevingen, grondverschuivingen en grondverzakkingen omvatten. Vroeger vergoedde alleen het Rampenfonds gedeeltelijk de slachtoffers van natuurrampen, maar die hebben nu de zekerheid dat ze volledig vergoed zullen worden door hun brandverzekering.

Tot besluit is de PS-fractie van oordeel dat het Brussels Gewest de taken van de federale overheid niet hoeft over te nemen noch de verzekeringsmaatschappijen mag toestaan zich te onttrekken aan de vergoeding voor natuurrampen, terwijl ze er bij wet toe verplicht zijn hun cliënten daartegen te verzekeren.

Mevrouw Jacqueline Rousseaux wijst er in dat verband op dat de rioleringen onder de verantwoordelijkheid van het Gewest vallen.

De minister antwoordt dat de gemeenten daar in de eerste plaats verantwoordelijk voor zijn.

Mevrouw Jacqueline Rousseaux wijst erop dat het voorstel van resolutie van de heer Gosuin pertinent is. Kleine winkels in het Brussels Gewest verdwijnen. Na overstromingen, zijn ze soms genoodzaakt hun activiteit te staken omdat ze geen vergoeding hoeven te verwachten van de verzekeringen. Er kan worden overwogen om een rampenfonds in te voeren in het Gewest. Mits er een startkapitaal wordt ingebracht, zou het Brussels fonds later met andere bijdragen kunnen worden gestijfd. Dat is een nuttige maatregel die het Brussels Gewest zou kunnen nemen in plaats van de verantwoordelijkheid af te wentelen op de gemeenten, die niet dezelfde financiële draagkracht hebben.

De minister antwoordt dat de meeste kleine winkels verzekerd zijn. Zowat 6 % hebben geen verzekering en zijn onbemiddelde particulieren. De verzekeringen vergoeden sneller dan het Rampenfonds.

Anderzijds moet het Gewest prioriteiten stellen. Het kan niet alles financieren. De grootste werken die in het Brussels Gewest in de komende tien jaar moeten worden uitgevoerd, hebben betrekking op de rioleringen. Na honderd jaar, moet 500 km van bestaande 1.500 km worden ver-

là d'une des causes des inondations. Une étude déterminera quelles sont les parties d'égouts à refaire et comment la Région pourra financer cette opération.

La Ministre souligne que plusieurs communes ont négligé de prendre les mesures nécessaires. D'autre part, il existe toute une série de mesures régionales de lutte contre les inondations, que ce soit par la construction de bassins d'orage, la réfection des égouts, ou encore par l'octroi de primes pour les citernes et les toitures vertes.

M. Didier Gosuin salue les efforts déployés par la Région. Cependant, il est incontestable que des phénomènes nouveaux sont apparus sur le plan météorologique, avec une fréquence accrue des inondations potentiellement due au réchauffement climatique.

Seuls 6 % de la population ne seraient pas assurés. Cette proportion doit être vérifiée. Par ailleurs, les assurances sont moins généreuses que le Fonds des Calamités. Il est vrai que celui-ci ne répond pas à toutes les demandes, mais les exigences sont souvent élevées au départ, de manière à pouvoir obtenir un remboursement maximum. Les chiffres doivent donc être relativisés.

Le député affirme que le fonds de préfinancement qu'il entend mettre en place est modeste dans son fonctionnement et dans son coût. Il s'agit de montrer que les pouvoirs publics régionaux se soucient du problème des inondations et accompagnent les habitants et les communes dans leurs démarches. Il s'agit également de mettre tous les citoyens sur le même pied, y compris les plus faibles, qu'ils soient particuliers ou indépendants. Par plus faibles, il faut entendre les personnes qui ne sont pas assurées ou qui sont intervenues à titre personnel dans les frais de remise en état de leurs biens.

Mme Anne Swaelens souligne que la problématique des assurances ressort du pouvoir fédéral. C'est toujours le cas à l'issue des négociations de la première phase de l'Octopus. Elle demande de passer au vote.

III. Discussion et vote des considérants et du dispositif

Considérants

Les considérants ne suscitent aucun commentaire.

Vote

Les considérants sont rejetés par 9 voix contre 5.

nieuwd. Daar ligt een van de oorzaken van de overstromingen. Onderzoek zal moeten bepalen welke gedeelten van de rioleringen moeten worden vernieuwd en hoe het Gewest dat kan financieren.

De minister benadrukt dat een aantal gemeenten hebben nagelaten om de nodige maatregelen te nemen. Anderzijds is er in het Gewest een hele reeks maatregelen genomen om iets te doen aan de overstromingen, bijvoorbeeld de bouw van stormbekkens, de herstelling van riolen of de toekenning van premies voor regenputten en groendaken.

De heer Didier Gosuin is verheugd over de inspanningen die het Gewest heeft geleverd. Het is echter ontegensprekelijk zo dat er zich nieuwe weersverschijnselen voordoen en dat er vaker overstromingen zijn, die misschien te maken hebben met de klimaatopwarming.

Slechts 6 % van de bevolking is niet verzekerd. Dat moet worden gecheckt. Bovendien zijn de verzekeringen minder gul dan het Rampenfonds. Het klopt dat niet alle aanvragen worden ingewilligd, maar de eisen zijn bij aanvang vaak hoog om een maximale vergoeding te kunnen krijgen. De cijfers moeten dus worden gerelativeerd.

De volksvertegenwoordiger bevestigt dat het fonds voor de prefinanciering dat hij wil oprichten bescheiden is wat werking en kosten betreft. Het gaat erom te tonen dat de gewestelijke overheid zich bewust is van het probleem van de overstromingen en de inwoners en de gemeenten begeleidt in hun initiatieven. Het gaat er ook om alle burgers gelijk te behandelen, ook de zwaksten, ongeacht het particulieren of zelfstandigen betreft. Onder de zwaksten dient te worden verstaan, de mensen die niet verzekerd zijn en die zelf de kosten voor de herstelling van hun goederen hebben betaald.

Mevrouw Anne Swaelens benadrukt dat de problematiek van de verzekeringen een zaak is van de federale overheid. Dat is na afloop van de onderhandelingen over de eerste fase van het Octopusakkoord niet anders. Zij vraagt om te stemmen.

III. Bespreking en stemming over de consideransen en het verzoekend gedeelte

Consideransen

De consideransen lokken geen commentaar uit.

Stemming

De consideransen worden verworpen met 9 stemmen tegen 5.

Dispositif

Le dispositif ne suscite aucun commentaire.

Vote

Le dispositif est rejeté par 9 voix contre 5.

IV. Vote sur l'ensemble

La proposition de résolution dans son ensemble est rejetée par 9 voix contre 5.

– *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

Le Rapporteur,

André du BUS de WARNAFFE

La Présidente,

Olivia P'TITO

Verzoekend gedeelte

Het verzoekend gedeelte lokt geen commentaar uit.

Stemming

Het verzoekend gedeelte wordt verworpen met 9 stemmen tegen 5.

IV. Stemming over het geheel

Het voorstel van resolutie wordt in zijn geheel verworpen met 9 stemmen tegen 5.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur,

André du BUS de WARNAFFE

De Voorzitter,

Olivia P'TITO

